****

 **RAPPORT DE PROGRES DE PROJET PBF**

**PAYS:** Niger

**TYPE DE RAPPORT: SEMESTRIEL, annuEl OU FINAL :**

**ANNEE DE RAPPORT:** 2022

|  |
| --- |
| **Titre du projet:** Appui à l’amélioration de la protection et à la sécurité communautaire des populations frontalières dans le nord de la région de Tillabéri.**Numéro Projet / MPTF Gateway:** **00128163** |
| **Si le financement passe par un Fonds Fiduciaire (“Trust fund”):** [ ]  Fonds fiduciaire pays[ ]  Fonds fiduciaire régional**Nom du fonds fiduciaire:**     | **Type et nom d’agence récipiendaire:** **OIM (Agence coordinatrice)****UNHCR****ONUDC** |
| **Date du premier transfert de fonds:** 16 oût 2021**Date de fin de projet:** 13 Août 2023 **Le projet est-il dans ces six derniers mois de mise en œuvre?** Non.  |
| **Est-ce que le projet fait part d’une des fenêtres prioritaires spécifiques du PBF:**[ ]  Initiative de promotion du genre[ ]  Initiative de promotion de la jeunesse[ ]  Transition entre différentes configurations de l’ONU (e.g. sortie de la mission de maintien de la paix)[ ]  Projet transfrontalier ou régional |
| **Budget PBF total approuvé (par agence récipiendaire):** * Veuillez indiquer les montants totaux en dollars US alloués à chaque organisation récipiendaire
* Veuillez indiquer le montant du budget initial, le montant transféré à ce jour et l'estimation des dépenses par récipiendaire.
* Pour les projets transfrontaliers, regroupez les montants par agences, même s’il s’agit de différents bureaux pays, Vous aurez l’occasion de partager un budget détaillé dans la prochaine section.

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Récipiendaire** | **Budget Alloué ($)** | **Transferts à ce jour ($)** | **Dépenses à ce jour ($)** |
| **OIM** | **$ 1,080,000**  | **378 000** | **200 483.43** |
| **UNHCR** | **$ 900,474** | **315 165.79** | **75 228.63** |
| **ONUDC** | **$ 719,526** | **251 834.21** | **103 366.82** |
| **TOTAL** | **$ 2,700,000** | **945 000** | **379 079.88** |

Taux de mise en œuvre approximatif comme pourcentage du budget total du projet : 379 079.98 (40%)\*JOINDRE LE BUDGET EXCEL DU PROJET MONTRANT LES DÉPENSES APPROXIMATIVES ACTUELLES\**Les modèles de budget sont disponibles* [*ici*](https://www.un.org/peacebuilding/content/application-guidelines)**Budgetisation sensible au genre: $ 95 050.57**Indiquez quel pourcentage (%) du budget contribuant à l'égalité des sexes ou l'autonomisation des femmes (GEWE) ? GM2 (39.03%)Indiquez le montant ($) du budget dans le document de projet contribuant à l’égalité des sexes ou à l’autonomisation des femmes : 813835.00Indiquez le montant ($) du budget dépensé jusqu’à maintenant contribuant à l’égalité des sexes ou à l’autonomisation des femmes: 96006.00 |
| **Marquer de genre du projet: GM2****Marquer de risque du projet:** **Domaine de priorité de l’intervention PBF (« PBF focus area »): (2.2) Gouvernance démocratique**  |
| **Préparation du rapport :**Rapport préparé par : OIM, ONUDC, HCRRapport approuvé par : IOM Le Secrétariat PBF a-t-il revu le rapport :  |

***NOTES POUR REMPLIR LE RAPPORT:***

* *Évitez les acronymes et le jargon des Nations Unies, utilisez un langage général / commun.*
* *Décrivez ce que le projet a fait dans la période de rapport, plutôt que les intentions du projet.*
* *Soyez aussi concret que possible. Évitez les discours théoriques, vagues ou conceptuels.*
* *Veillez à ce que l'analyse et l'évaluation des progrès du projet tiennent compte des spécificités du sexe et de l'âge.*
* *Veuillez inclure des considérations, ajustements et résultats liés au COVID-19 et répondez à la section IV. CETTE SECTION EST OPTIONELLE*

**Partie 1 : Progrès global du projet**

Expliquer brièvement l'état global de mise en œuvre du projet en termes de cycle de mise en œuvre, y compris si toutes les activités préparatoires ont été achevées (par exemple, contractualisation des partenaires, recrutement du personnel etc.) (limite de 1500 caractères):

Les premiers mois de la mise en œuvre ont été marqués par la réalisation des activités préparatoires, dont le recrutement d’un assistant projet et d’un analyste programme, l’organisation de l’atelier de lancement, la prise de contact avec les nouveaux préfets et maires, respectivement nommés et élus après que l’atelier de lancement ait eu lieu, et enfin, la réalisation de l’étude de base.

L’atelier de lancement s’est déroulé le mercredi 20 octobre 2021 dans la salle de réunion du Gouvernorat de Tillabéri, en présence de 35 participants (5 femmes), dont des autorités administratives et coutumières tels qu’un représentant de la HACP ainsi que les préfets, les maires, et les chefs de canton des départements et communes d’intervention, des responsables des forces de défense et de sécurité (gendarmerie, police), du ministère de la Justice, des services techniques déconcentrés de l’État, de représentants des jeunes, des femmes, et de la société civile. Cet atelier a permis aux parties prenantes d’acquérir une bonne compréhension des objectifs du projet, pour favoriser son appropriation.

Les travaux sur l’étude de base du projet ont débuté le 22 août 2021. Conduite par un cabinet local, l'objectif principal de cette étude était d'évaluer les niveaux actuels d'échanges entre et parmi les communautés, ainsi que les perspectives économiques des membres de la communauté et leur confiance en leurs autorités locales avant la mise en œuvre du projet dans les communes cibles, afin de mesurer l’impact du projet. L'étude a été menée en utilisant des méthodes qualitatives d'évaluation telles que des discussions de groupe, des entretiens avec des informateurs individuels clés, des enquêtes de perception, ainsi que des sources de données secondaires (étude documentaire). L’étude de base a été finalisée le 30 mars 2022.

POUR LES PROJETS DANS LES SIX DERNIERS MOIS DE MISE EN ŒUVRE :

Résumez le principal changement structurel, institutionnel ou sociétal auquel le projet a approuvé. Ceci n’est pas une anecdote ou une liste des activités individuelles accomplies, mais une description de progrès fait vers l’objectif principal du projet. (limite de 1500 caractères):

N/A

**Partie II: Progrès par Résultat du projet**

*Décrire les principaux progrès réalisés au cours de la période considérée (pour les rapports de juin: janvier-juin ; pour les rapports de novembre: janvier-novembre ; pour les rapports finaux: durée totale du projet). Prière de ne pas énumérer toutes les activités individuelles). Si le projet commence à faire / a fait une différence au niveau des résultats, fournissez des preuves spécifiques pour les progrès (quantitatifs et qualitatifs) et expliquez comment cela a un impact sur le contexte politique et de consolidation de la paix.*

*.*

* *“On track” – il s’agit de l'achèvement en temps voulu des produits du projet, comme indiqué dans le plan de travail annuel ;*
* *“On track with peacebuilding results” -* *fait référence à des changements de niveau supérieur dans les facteurs de conflit ou de paix auxquels le projet est censé contribuer. Ceci est plus probable dans les projets matures que nouveaux.*

*Si votre projet a plus de quatre Résultats, contactez PBSO (Bureau d’Appui à la Consolidation de la Paix) pour la modification de ce canevas.*

**Résultat 1:** **Les structures étatiques dans le nord de la région de Tillabéri sont renforcées pour mieux protéger les communautés et répondre à leurs besoins en matière de paix et de sécurité**

Veuillez évaluer l'état actuel des progrès du résultat :

**Résumé de progrès:** (Limite de 3000 caractères)

*Des progrès significatifs ont été réalisés dans le cadre de ce résultat estimé à environ 13%* *à travers la réalisation du produit 1.1.4 (formations) et la réalisation du produit 1.1.1 (réhabilitations).*

Six ateliers de formation destinés à renforcer les capacités de la chaine de l’état civil des départements d’Ayorou, Abala, et Téra à protéger les populations frontalières et lutter contre l’apatridie, soit deux ateliers par département d’intervention, ont été organisés entre novembre 2021 et mars 2022. Ces formations ont inclus des modules sur les enjeux de l’état civil et la prévention du risque d’apatridie, le droit fondamental de chaque individu à l’accès à la justice, et le cadre légal de l’accès à la nationalité nigérienne. Un total de 173 autorités et agents de l’état civil, dont 38 femmes ont participé à ces formations, dont les directeurs régionaux et départementaux de l’état civil de la migration et des réfugiés, des représentants des forces de défense et de sécurité (police), des auxiliaires de l’état civil, des greffiers de tribunaux d’instance et de grande instance, et des représentants d’organisations non gouvernementales œuvrant dans la lutte contre l’apatridie. Ces ateliers ont permis de mobiliser les acteurs de la chaine de l’état civil autour du projet en général, et de la mise en œuvre des mobilisations communautaires et des audiences foraines planifiées dans un second temps (voir résultat 2, et activités à mettre en œuvre dans les six prochain mois), en particulier. De plus, ces ateliers ont mené à la formulation de nombreuses recommandations dont l’identification des enfants en attente d’audiences foraines et l’organisation de ces dernières pour qu’ils puissent être inscrits dans un registre de l’état civil. Certains participants ont également mentionné l’importance d’inclure les chefs de villages dans les formations liées à la lutte contre l’apatridie afin de faciliter la restitution du contenu des sessions aux communautés locales.

D’autre part, la réhabilitation de la Direction Régionale de la Police Nationale Tillabéri sera achevée en juin 2022, après sept mois de travaux, dont les derniers quatre mois ont été réalisés sous le financement PBF. Cette réhabilitation, qui résulte d’un besoin exprimé par les autorités, contribuera à l’amélioration des capacités matérielles et techniques des structures en charge de la gestion des frontières, pour une meilleure protection des communautés et une réponse optimisée à leurs besoins en matière de paix et de sécurité. Des progrès quant à la construction d’un forage pour l’approvisionnement en eau du Poste de Police Frontalier de Yassane ont également été réalisés. Ces travaux ont commencé au début du mois de mai 2022 et devraient être complétés avant la prochaine période de rapportage. Sur recommandation des autorités locales, le forage du Poste de Police Frontalier sera raccordé à la base militaire et au poste de contrôle sanitaire situés à proximité. Ce raccordement contribuera au renforcement de la légitimité des autorités locales. Davantage d’informations sur l’impact de ces activités seront communiquées dans le rapport annuel.

**Indiquez toute analyse supplémentaire sur la manière dont l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes et / ou l'inclusion et la réactivité aux besoins des jeunes ont été assurées dans le cadre de ce résultat :** *(*Limite de 1000 caractères*)*

Bien que les hommes occupent la grande majorité des postes de la chaine de l’état civile, 22% des bénéficiaires des formations en prévention de l’apatridie organisées par le projet étaient des femmes. Pendant la formation, le projet a encouragé le recrutement des femmes en tant que préposées aux écritures afin de faciliter la sensibilisation des mères et des matrones qui, du fait de leur rôle sociétal lié à leur genre ont souvent la responsabilité de déclarer les nouveaux nés – au risque d’apatridie, et de prévenir les situations où les femmes n’iraient pas s’enregistrer ou enregistrer leurs enfants faute d’homologue féminin. Les travaux de réhabilitation de la Direction Régionale de la Police Nationale de Tillabéri ont aussi pris en compte les besoins des jeunes et des femmes. Le bloc de latrines, par exemple, est composé de toilettes pour femmes et pour hommes, séparées. De plus, les travaux ont inclus la réhabilitation de cellules destinés aux hommes, et de cellules prévues pour les femmes et les enfants, en accord avec les normes relatives aux droits de l’homme.

**Résultat 2: La coexistence pacifique entre les communautés frontalières dans le nord de la région de Tillabéri est promue**

Veuillez évaluer l'état actuel des progrès du résultat:

**Résumé de progrès :** (Limite de 3000 caractères)

*Des progrès significatifs ont été réalisés dans le cadre de ce résultat estimé à environ 31%* *à travers la réalisation du produit 2.2.1 (forum d’échange et de sensibilisation, mobilisations communautaires, et Iftar).*

Un forum d’échange et de sensibilisation sur la coexistence pacifique et la cohésion sociale entre les communautés d’Abala et de Sanam (département d’Abala) s’est tenu du 08 au 10 mars 2022 dans la salle de réunion du guichet unique à Abala. Lors de ce forum, 67 participants (21 femmes) dont les autorités administratives, coutumières, et religieuses, des leaders communautaires, des membres de la communauté, et des éléments des forces de défense et de sécurité (garde nationale, gendarmerie), les acteurs de la chaine pénale, ont échangé sur les manifestations et les conséquences de l’extrémisme violent à Abala ainsi que sur leurs rôles et responsabilité dans la promotion de la coexistence pacifique et de la cohésion sociale. Cette rencontre a permis de créer un cadre de dialogue entre les communautés et les autorités locales, et de renforcer un climat de confiance et une synergie entre les différents acteurs clés de la promotion de la cohésion sociale. Les entretiens menés auprès de six participants (50% femmes, 50% hommes) ont montré que les interviewés ont bien compris l’objectif du forum, et que tous ont trouvé que l’activité a répondu aux besoins des communautés. Pour la plupart, le forum a été une occasion d’échanger sans tabou de l’extrémisme violent et des solutions envisageables pour le renforcement de la cohésion sociale telles que la mise en place d’un cadre de dialogue régulier avec les parents des jeunes à risque de recrutement, et l’inclusion des femmes dans les prises de décisions. Selon le préfet de la commune d’Abala, « cette rencontre a permis de recueillir les points de vue de chacun pour la promotion de la paix. […] Nous nous sommes dit la vérité et les participants ont pris conscience de nombreux défis. Nous allons conjuguer ensemble nos efforts pour vaincre l’insécurité. »

Au cours de la première quinzaine de mars, le projet a également mis en œuvre trois mobilisations communautaires qui ont sensibilisé 1 460 membres des communautés, dont 832 femmes, de la commune de Téra et des départements d’Abala et d’Ayorou à la coexistence pacifique, l’accès à la justice, ainsi qu’à la prévention de l’apatridie. Cet évènement s’est inscrit dans la continuité de la formation des agents de la chaine de l’État Civil évoquée dans le résultat 1, et en prélude des audiences foraines qui auront lieu début juin. Les mobilisations communautaires ont inclus des discours de lancement par les autorités départementales sur la cohésion sociale, ainsi que des activités sportives, des activités culturelles et des débats sur les thèmes de la coexistence pacifique et des conséquences de l’apatridie. Ces débats, qui ont connus une forte participation de l’ensemble des couches sociales de zones d’intervention (humanitaires, des éléments des forces de défense et de sécurité (police), et des membres des communautés hôtes, réfugiées, et déplacées), ont mené à la formulation de plusieurs recommandations qui sont prises en compte dans le développement des futures activités. Par exemple, les participants ont soulevé l’importance de redynamiser les capacités du comité des jeunes d’Ayorou, et de créer un cadre permanent d’échange entre les réfugiés, déplacés, les acteurs humanitaires, étatiques et la population hôte.

Enfin, une rupture collective du jeûne sur le thème du renforcement de la coexistence pacifique et de la cohésion sociale a été organisée la résidence du préfet d’Abala le 28 avril 2022, pendant le ramadan, une période placée sous le signe des valeurs, de partage, de solidarité et de pardon, et donc particulièrement adaptée à la promotion de la cohésion sociale et à la prévention de l'extrémisme violent. Cette activité a réuni 124 participants (12 femmes), dont des autorités administratives et coutumières, des représentes des femmes, des représentants des jeunes, des déplacés internes, des retournés, des réfugiés maliens, des partenaires humanitaires, ainsi que des représentants de la société civile. Dans le contexte d’insécurité auquel Abala est confronté, les participants ont pu exprimer les préoccupations propres à la couche de la population qu’ils représentent, ainsi que des pistes de solutions pouvant être retenues pour garantir la coexistence pacifique entre les différents membres des communautés du département. Entre autres, cette rupture collective a permis au préfet, nouvellement nommé, de faire connaissance avec la population de son département et de mieux appréhender leurs attentes en termes de paix et de sécurité. Celui-ci a également confirmé son engagement dans la promotion de la paix en annonçant l’organisation prochaine d’un forum sur la cohésion sociale. Les entretiens menés auprès de dix participants, dont deux femmes ont montré que les interviewés ont bien compris l’objectif du forum, qui était de réunir l’ensemble des couches sociales du département pour échanger sur la paix et la sécurité, et raffermir la cohésion sociale ainsi que les liens de solidarité.

**Indiquez toute analyse supplémentaire sur la manière dont l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes et / ou l'inclusion et la réactivité aux besoins des jeunes ont été assurées dans le cadre de ce résultat :** *(*Limite de 1000 caractères*)*

Les femmes et les jeunes représentaient 31% des participants du forum d’échange sur la coexistence pacifique et la cohésion sociale entre les communautés d’Abala et de Sanam. Ces groupes, souvent marginalisés ont pu exprimer leurs besoins et leurs engagements pour le renforcement de la cohésion sociale. Notamment, la cérémonie d’ouverture du forum, qui s’est déroulée le 8 mars, à l’occasion de la journée internationale des femmes, fut une occasion pour le projet de revenir sur le rôle clé des femmes dans la consolidation de la paix, y compris lorsqu'il s'agit d’éduquer les enfants et les jeunes aux risques liés à l’extrémisme violent. Les échanges ont montré que les autorités comprennent le rôle des femmes dans le dialogue communautaire et la nécessité de les inclure dans les prises de décision.

Le taux de participation des femmes à la rupture du jeûne s’est élevé à 14%. 12 femmes sur les 20 prévues se sont rendues à l’évènement. Elles ont pu exposer leurs préoccupations quant à l’insécurité grandissante dans leur département et proposer des solutions afin de renforcer la coexistence pacifique. Elles se sont notamment engagées à accompagner le nouveau préfet dans l’accomplissement de sa mission de maintien de la paix et de la sécurité dans le département d’Abala.

**Résultat 3: Les espaces de dialogue constructifs entre les communautés et leurs autorités locales sont augmentés et/ou renforcés afin de permettre un engagement constructif, en particulier des jeunes et des femmes**

Veuillez évaluer l'état actuel des progrès du résultat :

**Resumé de progrès :** (Limite de 3000 caractères)

*Des progrès significatifs ont été réalisés dans le cadre de ce résultat estimé à environ 50%* *à travers la réalisation du produit 3.1.2 (premières et deuxièmes phases des audiences foraines).*

Le projet a mis en œuvre les premières et deuxièmes phases d’audiences foraines destinées à délivrer 2300 extraits d’actes de naissance hors délais pour les populations à risques d’apatridie des communes d’Ayorou, Inates, et Abala, début mai. La première phase a consisté à sensibiliser les communautés cibles sur l’importance des actes de naissance et sur leur éligibilité aux audiences foraines, réservées aux populations n’ayant jamais été déclarées à l’État civile. La seconde phase avait pour objectif de pré-enregistrer les candidats à l’établissement d’extrait de jugement déclaratifs d’actes de naissance. Les audiences foraines se dérouleront début juin. Les extraits d’actes de naissances qui y seront délivrés permettront de mettre davantage de membres des communautés à l’abris de l’exclusion sociale, politique et économique, et ainsi de réduire leur vulnérabilité au recrutement par les groupes extrémistes violents.

**Indiquez toute analyse supplémentaire sur la manière dont l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes et / ou l'inclusion et la réactivité aux besoins des jeunes ont été assurées dans le cadre de ce résultat :** *(*Limite de 1000 caractères*)*

Pour mettre en œuvre les différentes phases des audiences foraines, le projet s’appuie sur les comités-relais de l’état civil, mis en place par l’État Nigérien dans chaque village administratif. Ces comités, composés de leaders religieux, de leaders communautaires, de femmes et de jeunes permettent d’assurer la liaison entre les services d’état civile et le projet, avec et les membres des communautés menacées d'apatridie. C’est à travers eux, par exemple, que les bénéficiaires des audiences foraines sont ciblés.

**ÉVALUATION DE LA PERFORMANCE DU PROJET SUR LA BASE DES INDICATEURS:**

Utiliser le cadre de résultats du projet conformément au document de projet approuvé ou à toute modification et fournir une mise à jour sur la réalisation des indicateurs clés au niveau des résultats et des produits dans le tableau ci-dessous. Veuillez sélectionnez les produits et les indicateurs les plus pertinents avec les progrès les plus pertinents à mettre en évidence. S'il n'a pas été possible de collecter des données sur les indicateurs particuliers, indiquez-le et donnez des explications. Fournir des données désagrégées par sexe et par âge. (300 caractères maximum par entrée).

|  | **Indicateurs** | **Base de donnée** | **Cible de fin de projet** | **Etapes d’indicateur/ Milestone** | **Progrès actuel de l’indicateur** | **Raisons pour les retards ou changements** |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Résultat 1****Les structures étatiques dans le nord de la région de Tillabéri sont renforcées pour mieux protéger les communautés et répondre à leurs besoins en matière de paix et de sécurité** | Indicateur 1.1Degré de satisfaction de la population cible avec les services rendus par les structures étatiques (état civil, FDS, et justice) | **71%** | **75%** | **N/A** | Cet indicateur sera évalué lors des enquêtes de perception en fin de projet.  |  |
| Indicateur 1.2Nombre de structures renforcées | **0** | **19 (indicateur 1.1.1+1.1.6)** |  |  |  |
| Produit 1.1 Les structures étatiques sont mieux outillées pour répondre aux besoins des populations dans les zones frontalières en matière de paix et de sécurité et ainsi renforcer la confiance placée dans ces structures par les populations | Indicateur 1.1.1.1# de postes soutenus (FDS et tribunaux) | **0** | **8** | 1.2 | 0 | La réhabilitation de la Direction de la Police Nationale sera achevée en juin. Un retard mineur lié à l’identification de la zone de construction du forage du Poste de Police Frontalier de Yassane (IBM) est également à signaler.  |
| Indicateur 1.1.1.2# formations interservices | **0** | **7** | N/A | Aucune activité n’était prévue pour cette période. |  |
| Indicateur 1.1.1.3% d’acteurs formés déclarant que les formations ont amélioré leur capacité à répondre aux besoins de paix et de sécurité de la population de la région de Tillabéri (désagrégé par sexe) | **0** | **80%** | N/A | Cet indicateur sera évalué en fin de projet  |  |
| Indicateur 1.1.2.1# d’agents formés  | **0** | **48** |  0 | Aucune activité n’était prévue pour cette période. |  |
| Indicateur 1.1.2.2% d’agents formés déclarant avoir renforcé leurs compétences en termes de méthodologie d’enseignement et en matière de gestion des frontières  | **0** | **80%** |  N/A | Cet indicateur sera évalué en fin de projet  | L’indicateur a été modifié pour permettre une évaluation plus fidèle des activités de formation du projet.  |
| Indicateur 1.1.3.1# de structures étatiques indiquant être mieux équipées pour mener à bien leur mandat | **0** | **111** | 0 | Aucune activité n’était prévue pour cette période.  |  |
| Indicateur 1.1.4.1# de session de renforcement de capacités des acteurs de protection | **0** | **14 (560 bénéficiaires)** | 5 (200 bénéficiaires) | 6 (173 bénéficiaires) | Le projet est en avance d’une session de renforcement de capacités des acteurs de protections.  |
| Indicateur 1.1.4.2% d’acteurs formés déclarant être mieux équipés pour répondre aux besoins de protection de la population | **0** | **75%** | N/A | Cet indicateur sera évalué lors des enquêtes de perception en août 2022 et en fin de projet  |  |
| Indicateur 1.1.5.1# de documents d’état civil délivrés | **0** | **4600** | 0 | Aucune activité n’était prévue pour cette période. |  |
| **Résultat 2****La coexistence pacifique entre les communautés frontalières dans le nord de la région de Tillabéri est promue** | Indicateur 2.1**% des membres de la communauté déclarant une amélioration du dialogue et des échanges dans la communauté**  | **N/A** | **75%** | N/A | L’indicateur sera évalué lors du lancement des enquêtes de perception en août 2022 |  |
| Produit 2.1**Les groupes à risque d’exploitation par les groupes extrémistes violents et les plus vulnérables, y compris les femmes et les jeunes, ont accès aux activités génératrices de revenue et à l’information sur la coexistence pacifique** | Indicateur 2.1.1.1# de séances de sensibilisation organisées | **0** | **16** | 5  | 5/5 |  |
| Indicateur 2.1.1.2% de l’audience cible déclarant mieux comprendre les notions de coexistence pacifique, de cohésion sociale et d’apatridie | **0** | **80%** | N/A | L’indicateur sera évalué lors du lancement des enquêtes de perception en août 2022 |  |
| Indicateur 2.1.2.1# d’activités AGR soutenues  | 0 | 5 | 0 | Aucune activité n’était prévue pour cette période. |  |
| Indicateur 2.1.2.2# de femmes et de jeunes soutenus avec des activités de formation en prison | **0** | **70 (dont 30 femmes)** | 0 | Aucune activité n’était prévue pour cette période. |  |
| Produit 2.2**Le réseau des comités de paix dans les communes ciblées déjà en place est renforcé et élargi à travers des formations et soutien matériels** | Indicateur 2.2.1.1# de comites de paix formés ou appuyés | **6** | **125** | N/A | Aucune activité n’était prévue pour cette période. |  |
| **Résultat 3****Les espaces de dialogue constructifs entre les communautés et leurs autorités locales sont augmentés et/ou** renforcés **afin de permettre un engagement constructif, en particulier des jeunes et des femmes** | Indicateur 3.1**% des membres de la communauté déclarant avoir accès à des espaces de dialogue** | **87%** | **90%** | N/A | L’indicateur sera évalué lors du lancement des enquêtes de perception en août 2022.  |  |
| Produit 3.1Le rapprochement et la collaboration entre les structures étatiques et les communautés est assurée | Indicateur 3.1.1.1# de représentants de l’Etat et membres de comité formés sur la chaine de communication entre comités de paix eu autorités | 0 | 120 | 0 | Aucune activité n’était prévue pour cette période. |  |
| Indicateur 3.1.1.2% d’acteurs formés déclarant pouvoir identifier la chaîne de communication entre comités de paix et autorités (désagrégé par sexe et par catégorie, i.e. représentants des autorités étatiques ou des comités) | 0 | 80% | N/A | Cet indicateur sera évalué en fin de projet  |  |
| Indicateur 3.1.2.1# de participants aux forums d'échanges et de bonnes pratiques (élargis aux comités de paix) | 0 | 15000 | N/A(Les sessions de sensibilisation doivent avoir lieu pour pouvoir estimer le nombre de participants) | 0/15000 | Aucune activité mise en œuvre durant cette période.  |
| Produit 3.2L’accès aux services communautaires de base est amélioré | Indicateur 3.2.2.1# de centre communautaire réhabilité / construit | 0 | 4 | 0 | Aucune activité n’était prévue pour cette période. |  |

**Partie III: Questions transversales**

Veuillez indiquer tout événement important lié au projet prévu au cours des six prochains mois, par exemple : les dialogues nationaux, les congrès des jeunes, les projections de films (limite de 1000 caractères):

Résultat 1 – Les structures étatiques dans le nord de la région de Tillabéri sont renforcées pour mieux protéger les communautés et répondre à leurs besoins en matière de paix et de sécurité

Six activités sont en cours de développement ou de mise en œuvre dans le cadre du premier résultat. La réhabilitation du bâtiment de la Direction Régionale de la Police Nationale de Tillabéri s’achèvera en juin 2022, le forage du Poste de Police Frontalier de Yassane sera opérationnel en septembre 2022, et quatre structures de maintien de l'ordre seront réhabilités au cours des six prochains mois après la tenue d’un atelier d’identification des besoins en structures étatiques. De plus, le consortium prévoit d’appuyer des centres de déclaration communaux d’état civil et des bureaux de greffiers en matériel afin de renforcer leurs capacités opérationnelles dans la lutte contre l’apatridie. Enfin, le projet renforcera les capacités pédagogiques de 10 agents étatiques et de 5 staffs OIM, en charge de dispenser des modules relatifs à la gestion des frontières.

Résultat 2 – La coexistence pacifique entre les communautés frontalières dans le nord de la région de Tillabéri est promue

Sept activités sont en cours de développement dans le cadre du second résultat. Le projet organisera une session de sensibilisation sur l’apatridie dans trois villages du département de Téra, ainsi que trois caravanes de sensibilisation sur la cohésion pacifique dans les départements d’Ayorou, Abala, et Téra. Le consortium appuiera également la création de 20 nouveaux comités de paix dans les villages frontaliers des communes d’Ayorou et d’Inates afin de renforcer le dispositif local de résilience communautaire et d’améliorer les relations entre les autorités et les communautés. De plus, une activité visant à former des comités de paix en méthode avancée de participation pour renforcer leur fonctionnement interne et faciliter leur synergie, est actuellement en cours de développement. Pour finir, une sensibilisation sur la coexistence pacifique et la cohésion sociale par les leaders communautaire et les autorités de Téra, Diagougou et Gorouol via des radios communautaires locales aura lieu.

Résultat 3 – Les espaces de dialogue constructifs entre les communautés et leurs autorités locales sont augmentés et/ou renforcés afin de permettre un engagement constructif, en particulier des jeunes et des femmes

Six activités sont en cours de développement ou de mise en œuvre dans le cadre du troisième résultat. Des audiences foraines destinées à établir 2300 actes de naissances sans délais pour des membres des communautés d’Ayorou et d’Abala qui n’ont jamais été déclarés à l’État civil, sont prévues pour la première semaine de juin. La sensibilisation des communautés ciblées ainsi que le pré-enregistrement des bénéficiaires a été réalisé fin mai, et des kits de visibilité ont été commandés. La même activité est en cours de développement pour le département de Téra et devrait bénéficier 1500 personnes. Une activité de partage d’expérience réunissant les leaders communautaires d’Abala, Sanam, Téra, Gorouol, et Diagourou est aussi en cours de planification, tout comme une formation d’animateur de radios communautaire en techniques de communication pacifiques et inclusives. Enfin, le projet équipera des tribunaux opérants dans les zones d’intervention pour améliorer leurs capacités dans le traitement des dossiers judiciaires.

Pour finir, la première réunion du comité technique au niveau régional, qui réunira le consortium, les partenaires, et les bénéficiaires sera organisée pour faire le point sur l’avancement du programme, sa stratégie, et ses priorités.

En quelques phrases, expliquez comment le projet a eu un impact humain réel. Ceci peut inclure un exemple spécifique de comment il a affecté la vie des personnes dans le pays - si possible, utilisez des citations directes des bénéficiaires ou des weblinks à la communication stratégique publiée. (Limite de 2000 caractères):

Les trois mobilisations communautaires ont amélioré les connaissances des communautés de la commune de Téra (département de Téra) et des départements d’Abala et d’Ayorou à la coexistence pacifique, l’accès à la justice, et à la prévention de l’apatridie. En effet, 80% des personnes interrogées sur l’apatridie après avoir été sensibilisés ont déclaré avoir bien compris les messages et, deux mois après la mise en œuvre de ces activités, un pic de demande d’orientation vers les services de l’état civil à travers les chefs de villages a été rapporté, ce qui promet une augmentation des requêtes d’inscriptions sur les registres de l’état civile dans les mois à venir.

Vous pouvez également joindre un maximum de 3 ﬁchiers dans diﬀérents formats (ﬁchiers image, PowerPoint, PDF, vidéo, etc.) et 3 liens à des ressources web pour illustrer l'impact humain du projet [OPTIONAL]

 

*Légende : Ouverture de la journée culturelle et sportive de la mobilisation communautaire d’Ayorou (département d’Ayorou) avec des messages prononcés en faveur de la coexistence pacifique, de l’accès à la justice pour tous, et de la prévention de l’apatridie, 1er mars 2022.*

|  |  |
| --- | --- |
| **Suivi:** Indiquez les activités de suivi conduites dans la période du rapport (Limite de 1000 caractères)      Des missions de suivi ont été organisées par les équipes des bureaux pays et terrain dans le cadre de la mise en œuvre de chaque activité. Ces missions étaient destinées à assurer la conformité de la mise en œuvre avec la planification, ainsi qu’à vérifier que la réalisation des objectifs du projet soit sur la bonne voie. Les réunions techniques du consortium organisées avant chaque réunion de suivi mensuel avec le Secrétariat PBF ont également permis aux agences de faire le point régulièrement sur l’état d’avancement du projet. Le logframe est notamment mis à jour par toutes les agences lors de ces réunions.  | Est-ce que les indicateurs des résultats ont des bases de référence? Oui, la baseline du projet a été finalisée le 30 mars 2022. Le projet a-t-il lancé des enquêtes de perception ou d'autres collectes de données communautaires ? Des enquêtes de perception seront lancées (comme planifié par le projet dans le cadre logique) en août 2022 pour évaluer l’état d’avancement des résultats et de certains outputs.  |
| **Evaluation :** Est-ce qu’un exercice évaluatif a été conduit pendant la période du rapport ? | Budget pour évaluation finale (réponse obligatoire) : $30000.00 ($12 033.06 seront utilisé pour conduire des enquêtes de perception pour l’évaluation mi-parcours). Si le projet se termine dans les 6 prochains mois, décrire les préparatifs pour l’évaluation *(*Limite de 1500 caractères*)* : N/A |
| **Effets catalytiques (financiers):** Indiquez le nom de l'agent de financement et le montant du soutien financier non PBF supplémentaire qui a été obtenu par le projet. | Nom de donateur : Montant ($) :N/A  |
| **Eﬀet catalytique (non ﬁnancier)** : Le projet a-t-il permis ou créé un changement plus important ou à plus long terme dans la construction de la paix ?[ ] Aucun eﬀet catalytique[ ] Peu d’eﬀet catalytique [ ] Eﬀet catalytique important [ ] Eﬀet catalytique très important [ ] Je ne sais pas[x] Trop tôt pour savoir | Veuillez décrire comment le projet a eu un effet catalytique (non-financier)Veuillez limitez vos réponses à 3000 caractèresN/A  |
| **Autre** : Y a-t-il d'autres points concernant la mise en œuvre du projet que vous souhaitez partager, y compris sur les besoins en capacité des organisations bénéficiaires? (Limite de 1500 caractères) | N/A |

**Partie IV : COVID-19**

*Veuillez répondre à ces questions si le projet a subi des ajustements financiers ou non-financiers en raison de la pandémie COVID-19. CETTE SECTION EST OPTIONELLE*

1. Ajustements financiers : Veuillez indiquer le montant total en USD des ajustements liés au COVID-19.$N/A
2. Ajustements non-financiers : Veuillez indiquer tout ajustement du projet qui n'a pas eu de conséquences financières.N/A
3. Veuillez sélectionner toutes les catégories qui décrivent les ajustements du projet (et inclure des détails dans les sections générales de ce rapport) :

[ ]  Renforcer les capacités de gestion de crise et de communication

[ ]  Assurer une réponse et une reprise inclusives et équitables

[ ]  Renforcer la cohésion sociale intercommunautaire et la gestion des frontières

[ ]  Lutter contre le discours de haine et la stigmatisation et répondre aux traumatismes

[ ]  Soutenir l'appel du SG au « cessez-le-feu mondial »

[ ]  Autres (veuillez préciser) :

Le cas échéant, veuillez partager une histoire de réussite COVID-19 de ce projet (*i.e. comment les ajustements de ce projet ont fait une différence et ont contribué à une réponse positive à la pandémie / empêché les tensions ou la violence liées à la pandémie, etc.*)

N/A